



Monsieur Hervé MORIN  
Président du Conseil régional Normandie

Hôtel de Région – Abbaye aux Dames  
Place Reine Mathilde – CS 50523  
14035 CAEN CEDEX 1

Céline BRULIN  
Conseillère régionale  
Conseillère municipale de Bolbec

Nos réf. : CB/HM<sub>FusionUniv030518</sub>

A Rouen, le jeudi 3 mai 2018

Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous suite à la réunion, le 16 avril dernier, du Conseil d'Administration de la Communauté d'universités et établissements (ComUE) de Normandie ainsi qu'à vos prises de position sur le devenir de l'enseignement supérieur, dans notre région.

Au cours de ce Conseil d'Administration, auquel les représentants du Conseil régional n'ont visiblement pas participé, de légitimes inquiétudes se sont à nouveau faites entendre quant à la volonté de fusion/intégration des universités normandes que vous entendez conduire, aux côtés du rectorat et de la préfecture.

L'État, dans une volonté à la fois centralisatrice et austéritaire, a décidé d'expérimenter en Normandie la fusion de deux académies pilotées par un rectorat unique. Avant même que cette expérimentation soit évaluée, les Comités Régionaux des Œuvres Universitaires ont également été fusionnés, suscitant des protestations des élus locaux, à Rouen comme à Caen, avant que la localisation du CROUS soit tranchée. Chacun sait en effet, par expérience, que ces fusions entraînent le recul de la proximité du service public et, de ce fait, concourent à son affaiblissement.

Il n'est pas étonnant que l'État poursuive dans cette logique en promouvant désormais la fusion/intégration de nos universités. Elle prend place aux côtés de l'instauration de la sélection à l'université, unique réponse à l'accroissement du nombre d'étudiants dans notre pays, alors que celui-ci nécessiterait au contraire

le déploiement de moyens financiers et humains, et la création de nouveaux sites universitaires.

---

C'est plus surprenant de votre part. Nous voyons même une forme d'incohérence à exiger de la part de l'Etat toujours plus de décentralisation à l'égard de la Normandie, au risque d'ailleurs d'accélérer son désengagement et d'accroître les inégalités entre régions, et à refuser, dans le même temps, cette décentralisation aux acteurs de la Normandie, sur le territoire régional.

Et nous condamnons le chantage que vous initiez en menaçant de mettre fin à l'octroi des subventions régionales si les établissements n'obéissent pas à vos injonctions.

Dans un contexte où l'Etat abandonne son rôle en matière d'enseignement supérieur et de recherche, les universités normandes doivent pouvoir compter sur une région forte en matière de proposition et respectueuse vis-à-vis d'elles, pas d'une région méprisante et autoritaire.

Le groupe des élus communistes et du Front de Gauche au Conseil régional de Normandie s'inquiète de voir émerger un mastodonte universitaire, composé de plus de 66 000 étudiants (Rouen : 29 000, Caen : 29 000, Le Havre : 8 000), et dont les conséquences sont connues : absence de réelle démocratie, déconnexion des décisions prises dans de hautes instances de plus en plus éloignées de la réalité du terrain, spécialisation des sites, recul de la démocratisation de l'enseignement supérieur, les étudiants ne pouvant pas quitter la cellule familiale, faute de moyens financiers suffisant, étant les premières victimes d'une telle logique. La fermeture des deux années de licence de droit proposées sur le site universitaire d'Évreux depuis 1992 n'est-elle pas une illustration suffisante de cette logique ?

L'objectif affiché de cette fusion/intégration serait de gagner quelques places dans les classements internationaux et de bénéficier des subventions du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). C'est oublier que le nombre global de lauréats du PIA subit une réduction. De plus, de la Révision Générale des Politiques Publiques au Comité d'Action Publique 2022 en passant par les différentes phases de la prétendue « modernisation de l'action publique », les gouvernements successifs ont conduit une recentralisation qui se traduit par des diminutions de moyens attribués par l'Etat mais aucunement par des économies en matière de fonctionnement. Bien au contraire, de plus en plus d'acteurs en démontrent le caractère coûteux.

Pour notre part, nous ne pensons pas que la réussite des étudiants est conditionnée par un classement des universités mais bien par un investissement réel dans la recherche et l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, chacune de nos universités tisse des liens avec son bassin économique et d'emplois, à l'exemple de la plus récente d'entre elle, l'Université du Havre, connectée au Port, à son réseau d'entreprises, et depuis le début tournée vers le commerce international grâce à ses filières « affaires internationales » qui font son originalité. Le fruit de nombreuses années de travail risque d'être remis en cause par une trop forte centralisation ne permettant pas le maintien de ces connexions.

Leurs spécificités propres ne les ont pas empêché de s'engager dans un processus de collaboration via le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) de Normandie, devenu en 2014 la Communauté d'universités et établissements de Normandie qui s'occupe notamment de l'ensemble des formations doctorales.

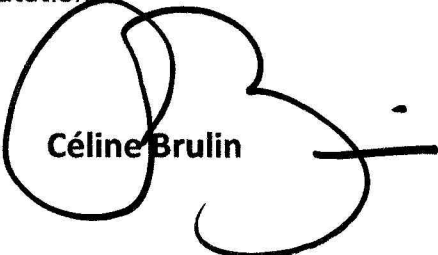
Les universités normandes structurent le territoire et constituent un horizon de promotion sociale qu'une superstructure centralisée ne permettrait pas, surtout à l'échelle d'une région composée de plus de 10 sites universitaires (Rouen, Mont Saint-Aignan, Saint-Etienne du Rouvray, Caen, Le Havre, Evreux, Cherbourg, Alençon, Saint-Lô, Vire, Elbeuf, Lisieux).

Ce réseau doté d'établissements de proximité contribue à l'accès du plus grand nombre à l'enseignement supérieur. Leurs évolutions doivent être pensées de façon à développer le bien-vivre étudiant. Aujourd'hui, la prise en compte des lieux de vie étudiant et la nécessité d'accroître le nombre de logements sont des questions trop souvent délaissées.

Plutôt que de multiplier les injonctions autoritaires, nous proposons l'organisation d'Assises de l'enseignement supérieur en Normandie. Afin précisément de travailler, dans la concertation, aux formations à développer ou à initier pour que la Normandie rattrape ses retard en matière de formation et de recherche. Afin d'identifier et de mobiliser autour de projets indispensables à notre région, tels une fac dentaire, longtemps promise mais jamais concrétisée, alors même que notre région figure parmi les dernières en nombre de dentistes par habitant, pour ne citer que cet exemple.

Espérant que vous serez sensible à ces arguments, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes cordiales salutations

*très cordialement*

  
Céline Brulin